

POUR UNE EDUCATION ENDOGENE EN AFRIQUE FRANCOPHONE OCCIDENTALE

KONAN Yao Abraham

École Normale Supérieure d'Abidjan (Côte d'Ivoire)

akonan398@gmail.com

Résumé :

Au regard des diplômés des universités qui attendent de façon récurrente de réussir à un concours ou à un recrutement à la fonction publique, ou une insertion dans le privé, il est nécessaire d'évaluer le système éducatif par rapport aux débouchés qu'il offre et à l'employabilité dans l'espace francophone d'Afrique de l'ouest. En examinant le cas de la Côte d'Ivoire avec ses similitudes dans les autres pays de la zone ouest africaine francophone, il apparait que les politiques éducatives n'ont pas encore suffisamment donné une orientation endogène aux systèmes éducatifs. Les politiques éducatives n'ont pas véritablement développé le domaine des enseignements techniques, technologiques et professionnels axés sur l'exploitation rationnelle des ressources naturelles et le développement industriel au bénéfice des populations. Cet aspect de l'éducation accompagné des mécanismes de l'entrepreneuriat pourrait résoudre en grande partie le problème de débouchés et d'employabilité.

Mots clés : *débouchés, éducation-formation endogène, employabilité, politique éducative, système éducatif.*

Abstract:

With regard to university graduates who repeatedly wait to succeed in a competition or recruitment to the public service, it is necessary to evaluate the education-training system in relation to the outlets it offers and employability in the French-speaking area of West Africa. By examining the case of Côte d'Ivoire with its similarities in the other countries of the French-speaking West African zone, it appears that educational policies have not yet been sufficiently able to give an endogenous orientation to education systems. Educational policies have not really developed the field of technical, technological and vocational education focused on the rational exploitation of natural resources and industrial development for the benefit of the populations. This aspect of education-training accompanied by the

mechanisms of entrepreneurship could largely solve the problem of outlets and employability.

Keywords: *outlets, endogenous education-training, employability, educational policy, educational system,*

Introduction

Les récents rapports d'employabilité des jeunes diplômés de certains pays de l'Afrique occidentale française (Burkina Faso, Côte d'Ivoire) réactivent la problématique de l'éducation endogène (Conférence des Ministres 2014 du PQIP/DCTP ; Fraternité Matin, 2021, Abidjan, N° 215481). Selon Amenoudji A. A. & Wonyra K. O. (2023, p. 134) « Indépendamment du genre et du milieu de résidence, le diplôme ne constitue pas une arme efficace contre le chômage des jeunes. Conformément aux prédictions de la théorie économique, ce chômage peut être qualifié de paradoxal (Njifen, 2015a). » Le nombre de diplômés en quête d'un premier emploi suscite des interrogations sur les enjeux de l'éducation formelle. L'inadéquation entre formation diplômante et débouchés ou employabilité demeure un problème crucial des systèmes éducatifs de certains pays en Afrique. Comment relever les défis de l'employabilité des jeunes et des débouchés là où les systèmes éducatifs tardent à se restructurer en éducation endogène ? Ou encore, comment mettre en priorité une éducation endogène qui établisse une continuité entre elle et la société tel que conseillé par J. Dewey (2017) afin de créer de l'emploi, des débouchés à chaque parcours de formation ? L'objectif principal vise à analyser les raisons pour lesquelles des systèmes éducatifs sont en inadéquation avec les besoins de développement socio-économique endogène. Un second objectif est de confronter les systèmes éducatifs aux réalités endogènes et aux opportunités du continent africain. Enfin le dernier objectif est de démontrer comment construire un système éducatif qui s'appuie sur les richesses socioculturelles,

économiques et démographiques. À partir d'une perspective philosophique des méthodes et théories du constructivisme, nous analysons d'abord des systèmes éducatifs francophones ensuite, les critiquons en prenant en compte les réalités socioculturelles, économiques et démographiques enfin, proposons des solutions pour la construction d'un système éducatif endogène.

1- Evaluation du système éducatif francophone de l'Afrique occidentale

Les débouchés du système éducatif dans la sous-région Ouest africaine francophone semblent disproportionner en référence aux diplômés demandeurs d'emploi. Cette réalité partagée par les populations jeunes des pays de cet espace géographique met en exergue l'inadéquation des curricula de formations éducatives devant les besoins de développement économique et d'employabilité. En Côte d'Ivoire par exemple, le 22 décembre 2021, des docteurs non recrutés de l'enseignement supérieur organisèrent une marche, un sit-in de la faim au plateau, le quartier administratif d'Abidjan. Ceux-ci revendiquaient leur recrutement comme une compensation de longues années d'étude. Plus de deux mille docteurs étaient concernés par cette situation. Il apparaît là qu'avoir un diplôme universitaire dans l'enseignement général ne garantit pas l'employabilité. L'inadéquation entre l'éducation-formation et les besoins d'employabilité des diplômés met en cause tout le système éducatif, ou du moins des aspects du système éducatif-formation en Afrique francophone occidentale. Les systèmes éducatifs manquent de s'actualiser, de s'enraciner en prenant en compte les réalités socioculturelles, les enjeux économiques, etc. Plus de soixante ans après les indépendances et trente ans après l'œuvre de J. Ki-Zerbo, des tentatives de réforme ont été amorcées cependant, les résultats escomptés n'ont pas suivi. Dans son ouvrage *Éduquer ou Périr*, J. Ki-Zerbo (1990, p. 16) fait

ressortir la face laide de l'éducation légué par l'occident : « L'éducation scolaire apparait comme un kyste exogène, une tumeur maligne dans le corps social. » Comment développer alors des systèmes d'éducation basée sur les réalités socioculturelles, les richesses économiques du sol et du sous-sol Africain avec une démographie très jeune ?

À l'occasion d'un séminaire sur l'employabilité des jeunes diplômés des universités ivoiriennes, Professeur Slim Khalous, Recteur de l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF), a abordé la problématique du travail des jeunes diplômés devant des étudiants ivoiriens et des responsables des dix-huit (18) établissements d'enseignement supérieur membres de l'AUF en Côte d'Ivoire.

Selon lui, l'un des problèmes de l'employabilité des jeunes diplômés est l'absence de profil adéquat pour les entrepreneurs. Lesquels ne trouvent souvent pas de bons profils pour leur recrutement. Pour régler cette difficulté en Côte d'Ivoire, le Recteur de l'AUF et sa délégation ont mis en place ce Centre d'employabilité francophone d'Abidjan. Une structure qui servira à mieux insérer les diplômés sur le marché de l'emploi en Côte d'Ivoire et dans les pays du continent africain. (Fraternité Matin, N° 215481 p. 4)¹

Ce problème de l'inadéquation éducation, formation et employabilité est présent, récurrent et partagé par les pays de la sous-région ouest africaine francophone, dans l'espace UEMOA² (Benin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire et Sénégal), comme le témoignent les rencontres de haut niveau des gouvernements en mai 2023 autour du thème : *employabilité dans l'espace UEMOA : 'lancement de la phase pilote du*

¹ *Fraternité Matin* est le journal officiel de l'État de Côte d'Ivoire, <https://www.fratmat.info/article/215481/societe/education/employabilite-des-jeunes-diplomes-lagence-universitaire-de-la-francophonie-inaugure-un-centre-a-abidjan>, consulté en septembre 2023

² <https://lefaso.net/spip.php?article121860>, consulté en septembre 2023

Par ailleurs, la côte d'Ivoire est le poumon de l'économie de l'Afrique francophone occidentale : l'espace UEMOA. Pour ce fait des milliers de ressortissants des pays de la CDEAO viennent pour y trouver un emploi ou faire des activités économiques. Cette situation témoigne des difficultés à trouver un emploi décent dans les pays d'origine. Ipso facto, cette réalité de l'employabilité est présente partout dans la sous-région.

projet TAI pour favoriser l'insertion professionnelle des jeunes de l'union”. Certains jeunes diplômés n'arrivent pas à trouver un emploi correspondant à leur niveau de formation et à leur spécialité. Ce fait a pour conséquence un taux de chômage élevé, des diplômés sous employés, des diplômés sans-emplois. Dans cette perspective, le gouvernement ivoirien, à travers des institutions et des organismes a recueilli un bilan de l'employabilité des jeunes en Côte d'Ivoire qui fut rendu public par le conseil des ministres du mercredi 17 décembre 2021 “ marqué par la publication officielle de l'enquête-emploi en Côte d'Ivoire”. L'enquête emploi renseigne que :

La population en âge de travailler en Côte d'Ivoire est composée de 56 % de main d'œuvre et de 44 % hors main d'œuvre comprenant les femmes au foyer et les invalides. (...) Quant à l'emploi salarié, il représente selon cette enquête 25,4 % contre 74,6 % d'emplois indépendants non agricoles ». D'après les données de cette étude, l'agriculture demeure le secteur d'activité le plus pourvoyeur d'emplois en Côte d'Ivoire avec 43,5 % des emplois. Suivi de près la filière des services avec 26,4% des emplois, le commerce 17,6 % et l'industrie 12,5 %. (...) Selon le ministre de la Poste et des TIC, l'un des enseignements majeurs de cette étude est qu'il l'y avait un fort taux d'emplois informels, et de sous-emplois. Une situation que le gouvernement cherche à mieux “appréhender” à travers une prochaine enquête qui va se focaliser sur cette problématique. (Journal officiel, p. 8)³

Selon le résultat de ces enquêtes, l'emploi salarié représente 25,4 % et les secteurs pourvoyeurs d'emploi sont très bien identifiés. Ce sont l'agriculture, le commerce, l'industrie et même on pourrait ajouter des secteurs promoteurs d'emploi encore en latence tels que les secteurs miniers, énergétiques,

³ https://www.gouv.ci/_actualite-article.php?recordID=5159, consulté en mai 2024

agropastorales, etc. Depuis des décennies très peu de centres de recherche et des universités avec des facultés dédiées à ces domaines ont été construits et ont fonctionné de façon optimale que ce soit en Côte d'Ivoire, au Burkina Faso, au Bénin, au Togo, etc. Certes, ces cinq ou deux dernières années où quelques universités et écoles supérieures de spécialités sont en développement ou en construction en Côte d'Ivoire et dans la sous-région. Certaines réformes sont en cours par le biais du bureau Afrique de l'IPE-UNESCO Dakar qui accompagne les réformes de l'éducation formation technique et professionnelle en Afrique, notamment au Sénégal, au Burkina Faso, en Guinée, etc. Cependant, l'héritage du système éducatif colonial a fortement eu un impact à telle enseigne que les changements ne sont pas très bien accueillis par la population et subissent un ralentissement.

Les systèmes éducatifs bien qu'ayant connus des modifications par endroit, n'ont pas pu franchir le pas décisif qui enclenche la révolution. Les matières enseignées n'ont pas véritablement changé depuis plus d'un siècle. La littérature est restée la même en mettant en marge les richesses culturelles de l'espace géographique. L'on continue d'enseigner à l'école la littérature française des siècles passés (XVI^{ème}, XVII^{ème} XVIII^{ème}), le latin une langue morte. Les sciences humaines et sociales sont restées dépendantes des vestiges coloniaux. Les autres sciences n'en ont pas fait mieux. Pour quelles raisons les systèmes éducatifs peinent-ils à fournir des curricula de formations actualisées et répondant aux besoins de développement économique endogène de son espace socioculturelle, économique et démographique ?

2- Révolution des systèmes éducatifs francophones par une éducation endogène

L'éducation scolaire est un système qui a supplanté et substitué l'éducation traditionnelle. Cette éducation a plusieurs avantages

indéniables cependant, sa pratique dans certains pays de l'Afrique notamment dans la sous-région ouest africaine francophone n'a pas suffisamment pris en compte les besoins fondamentaux. Selon les travaux de recherches du professeur J. Ki-Zerbo sur l'éducation en Afrique publiés par UNICEF-UNESCO en 1990, il ressort que :

La cassure du système éducatif africain fut consommée par la domination coloniale qui lui substitua une structuration absolument différente dans le cadre de l'entreprise de subordination du continent aux intérêts européens. L'éducation n'était plus fonctionnelle pour les sociétés africaines ; par rapport à elle, l'école n'était plus un organe naturel vitalemment articulé, mais une prothèse venue d'ailleurs. (Ki-Zerbo, 1990, p. 20)

L'école venue d'ailleurs se consolidait sur le continent en un véritable paradigme éducatif. Et comme tout paradigme ou système se construit à partir des règles, des normes, des principes, des valeurs pour son fonctionnement, l'éducation scolaire en Afrique francophone occidentale défendait des intérêts autres que ceux des africains eux-mêmes. « Cette école était un sous-système global de domestication de l'Afrique. Le ministre français des colonies, Albert Sarraut, l'énonce clairement : « instruire les indigènes est assurément notre devoir. Mais ce devoir s'accorde de surcroît avec nos intérêts économiques, administratifs, militaires et politiques les plus évidents. » (Ki-Zerbo, 1990, p.p. 21-22)

Il est donc évident que l'intérêt des africains n'était pas en première ligne dans le système éducatif imposé. Ce fait est également perçu par le chercheur Burkinabé Issaka Yameogo. Dans l'un de ses travaux de recherche, article intitulé *Éthique en éducation et en formation*, Yameogo (2021, p. 95) soulève une préoccupation intéressante en se demandant « pourquoi en Afrique l'augmentation du nombre d'instruits n'est pas toujours un vecteur de progrès matériel et moral, mais bien souvent de

problèmes comme l'aliénation culturelle, l'incivisme, la pauvreté et le chômage. En d'autres termes, pourquoi l'école en Afrique ne produit-elle pas toujours le développement ? »

En réalité, les curricula éducatifs étaient exogènes aux effets mitigés pour les africains. Ce système tout fait n'a pas tenu compte des besoins futurs et des réalités socioculturelles de la démographie africaine croissante et de plus en plus jeune. La démographie galopante, le système est devenu sclérosé car ne pouvant plus donner des fins heureuses à la jeunesse. Dès lors, depuis quelques années voire deux ou trois décennies, l'on assiste à une crise du système éducatif. Cette crise a provoqué des réaménagements partiels du système éducatif dans chaque pays. Ces réaménagements ont été temporels et peu productifs. Contrairement aux pays francophones qui ont privilégié l'enseignement général, les pays anglophones du même espace géographique (Ghana et Nigeria) ont développé un système éducatif basé sur l'entrepreneuriat ou plutôt un système qui favorise la formation technique et professionnelle. Ce système est de loin meilleur que le système de l'enseignement général qui n'offre que très peu de possibilité de débouchés en termes de qualification professionnelle.

Dès lors, pour corriger ce fait, J. Ki-Zerbo fait cette recommandation dans son ouvrage *Éducation et développement en Afrique* : « l'éducation en Afrique doit se concevoir dans une rupture radicale avec l'héritage éducatif handicapant de la colonisation. Elle doit être pleinement africaine, fondée sur les valeurs, les langues et la culture africaines. Il faut la décoloniser, l'africaniser et l'adapter au besoin de développement des pays africains » (Ki-Zerbo, 2010, p. 77).

Il faut une véritable révolution qui dynamise le système éducatif et réponde aux besoins de création de richesses à partir des atouts dont dispose la sous-région. Les aménagements dans le même système portent des effets certes mais, la population jeune tirera un véritable avantage lorsqu'il s'agira d'une révolution, d'un

changement de système ou de paradigme. Car, jusque-là tout semble se dérouler dans le même paradigme. Pourtant, pour qu'il ait progrès dans le système éducatif, il faut au préalable qu'advienne une révolution. Sans révolution, il n'a pas de progrès sinon qu'une accumulation ou un développement qui s'opère par une retouche de quelques pans sans toutefois vouloir remettre en cause les fondamentaux, les acquis. Cette façon de fonctionner ne correspondrait-elle pas à ce que Th. Kuhn appelle sciences normales dans le cadre de sa théorie des paradigmes ? En fait, selon la théorie des paradigmes, durant la période de la science normale, les scientifiques n'envisagent pas une nouveauté majeure (Kuhn, 2008). Ils travaillent à l'intérieur du paradigme sans vouloir outrepasser ses limites ou ses restrictions. Ils tentent de résoudre des énigmes dont les solutions probables sont potentiellement connues d'avance. Ils n'osent pas ou n'envisagent pas aborder des problèmes fondamentaux dont la résolution va exiger comme solution l'abandon du paradigme (Konan, 2019). Pour ce fait, les scientifiques d'un paradigme en vigueur sont hostiles aux découvertes, aux incohérences majeures, aux problèmes insolubles qui déstabilisent ce paradigme. Ce sont, selon Th. Kuhn, les nouveaux scientifiques arrivant dans le paradigme qui peuvent découvrir les insuffisances majeures et développer des théories nouvelles qui progressivement vont affaiblir le paradigme et provoquer, par la suite, une révolution scientifique. (Kuhn, 2008)

Selon Kuhn (2008), pour qu'il ait révolution scientifique, il faut qu'au préalable des difficultés insurmontables apparaissent dans la science normale existante. Ces difficultés suscitent des réactions vives dans le domaine de la recherche qui parfois révèlent les incohérences, les erreurs méthodologiques, les erreurs de conceptions, les erreurs d'interprétations. La science normale et la révolution scientifique sont deux pôles opposés d'un même processus de crise scientifique. Pour Kuhn, (2008, p

.237) « Il y a révolution scientifique lorsqu'une théorie scientifique consacrée par le temps est rejetée au profit d'une nouvelle théorie. » C'est la succession de science normale et de révolution scientifique qui constitue le progrès scientifique.

Cette démarche dans le changement des paradigmes s'applique très bien à la situation du système éducatif en Afrique francophone occidentale où le paradigme du système éducatif construit depuis l'époque coloniale demeure en force. C'est dans la même perspective que Diop (1974) en posant le problème de l'indépendance politique de l'Afrique noire indique les priorités dont la prise en considération allait résoudre la plupart des problèmes du système d'éducation et de l'employabilité. En réalité, Ch. Anta Diop avait bien perçu le problème à résoudre dans le paradigme hérité de la colonisation. Et pour lui,

Si les priorités indiquées dans ce livre avaient été prise en considération, au moment opportun, surtout en ce qui concerne l'équipement hydroélectrique, l'Afrique Noire serait aujourd'hui à l'abri des difficultés économiques engendrées par la crise du pétrole et la sécheresse. Un plan rationnel d'industrialisation consiste à équiper d'abord les immenses sources d'énergie dont la nature a doté l'Afrique et à rendre ainsi possible tout le processus de développement : au commencement est l'énergie, tout le reste en découle. (Diop, 1974, p. 6)

Ce constat fait par Anta Diop est encore d'actualité après plus de soixante ans. Une partie de l'Afrique subit des crises alimentaires, des crises de pétrole et d'énergie avec pour conséquences diverses. Au-delà de ce constat, l'on assiste à une crise des mutations de populations jeunes vers l'Europe par la méditerranée au risque de leur vie pour un lendemain meilleur. Cette mutation des jeunes désespérés de leur avenir dans leur propre pays n'expliquerait-elle pas une crise du système éducatif- formation et de l'employabilité des jeunes dans nos pays ?

3- Construction d'un système éducatif endogène

Ces faits susmentionnés indiquent des failles du système éducatif en Afrique francophone et exigent comme solutions la prise en compte de certaines mesures notamment une construction du système éducatif endogène. La construction d'un système éducatif doit s'effectuer de façon architectonique et polémique comme le recommande G. Bachelard pour la construction de l'esprit scientifique (Bachelard, 1996). Les principes éducatifs de Bachelard peuvent entrer en conflit avec les pratiques classiques d'enseignement. Pour lui, la recherche scientifique ne consiste pas à approfondir ce que l'on sait déjà, mais à mettre en cause le savoir acquis pour laisser place à une nouvelle façon d'apprendre la réalité. Comme le souligne Bachelard dans son ouvrage *la formation de l'esprit scientifique*, l'on doit confronter les obstacles pour les dépasser. L'obstacle est une étape de la connaissance, un passage obligé. Pour cela, il est nécessaire d'identifier les obstacles et bien les connaître pour ne pas en être prisonnier mais, surtout les surmonter.

Par un prolongement de la réflexion de Bachelard sur la construction du savoir qui se fait de façon dialectique, il convient d'instaurer un dialogue nécessaire entre le système d'éducation/formation, les débouchés de formations/employabilité et l'exploitation des ressources (démographique, énergétiques, minières, hydrauliques et maritimes, terres arabes, etc.) Ce faisant, chaque système éducatif doit être endogène, c'est-à-dire en conservant les acquis, doit se construire à partir des ressources disponibles dans le pays et dans la sous-région en ne perdant pas de vue les enjeux actuels et futurs géostratégiques. Il doit mettre en rapport l'éducation/formation, les débouchés de formations données, le développement industriel, la question des énergies renouvelables et de l'employabilité des diplômés, etc.

C'est dans cette perspective qu'à l'occasion du séminaire organisé par le ministère de l'enseignement supérieur ivoirien en collaboration avec l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF), le Professeur Slim Khalous, Recteur de cette institution, a proposé une nouvelle stratégie pour la transformation numérique. Pour lui, chaque pays doit développer son propre système éducatif en fonction de ses réalités. Il n'était plus question de proposer les mêmes programmes, les mêmes applications partout. Toutefois, il convient de passer à la transformation numérique pour l'enseignement supérieur en prenant en considération les enjeux du développement économique, d'infrastructures, de formation des formateurs. (*Fraternité Matin*, 2021, N° 215481)

De plus, l'enseignement technique et professionnel, l'enseignement des technologiques sont moins développés dans le système éducatif des pays francophones de l'Afrique occidentale et moins connues des populations. C'est seulement, une portion très marginale qui embrasse l'enseignement technique et professionnel durant le parcours scolaire au secondaire. Au Burkina Faso, « A peine 5% de la population de 16 à 64 ans a bénéficié d'enseignement et de formation techniques et professionnels (EFTP) » (Amenoudji A. A. & Wonyra K. O. , 2023, p. 134) En Côte d'Ivoire par exemple, les centres de formations professionnels fonctionnent comme étant le centre d'accueil des rescapés et des éjectés du système d'éducation nationale. Les centres de formation professionnelle sont en seconde ligne pourtant, les diplômés qui y sortent sont plus autonomes, moins ils restent en situation de sans emploi et de chômage. Ils sont plus opérationnels que les diplômés de la formation générale.

La formation professionnelle, la formation technique et/ou technologique peuvent mieux résoudre le problème de débouchés et de l'employabilité dans le contexte des pays de l'Afrique francophone de l'ouest. D'après les résultats d'étude

et de l'évaluation de la Direction des Stratégies de la Planification et des Statistique (DSPS) du Ministère de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation ivoirien, il y avait 3026 établissements secondaires de l'enseignement général⁴ en Côte d'Ivoire avec 2 391 410 élèves durant l'année académique 2021-2022 contre 10 lycées professionnels⁵ dont 6 du secteur industriel et 4 du secteur tertiaire et 7 centres de formations professionnelles (DSPS, 2022). En y ajoutant les collèges mixtes ayant la formation générale et la formation technique, on a un total de 539 établissements⁶. Il convient de préciser que les écoles ou centres de formations professionnelles véritables débouchant sur des diplômes d'ingénieries sont non seulement méconnues à l'exception près par le grand public et sont en nombre très insuffisant. Ce constat serait le même dans les autres pays francophones de l'Afrique de l'ouest Burkina Faso, Cote d'Ivoire, Togo, etc. car les politiques éducatives des pays dans la zone ont des similitudes.

Pourtant, si la politique éducative portait sur les stratégies de développement et d'exploitation rationnelle de nos ressources et valorisait les mécanismes de transformation de nos matières premières et autres produits dans l'enseignement technique et professionnel une grande partie du problème de débouché et de l'employabilité seraient résolues. Par conséquent, l'exploitation des ressources naturelles et le développement industriel et énergétique seraient au bénéfice des populations, du pays et de la sous-région.

Pour notre part, les systèmes éducatifs des pays de l'Afrique francophone occidentale doivent privilégier les formations endogènes et professionnalisant. Notre approche va à l'encontre et se distingue de celle de Pourtier R. qui suggère que :

⁴ *Statistique scolaire de poche* 2021-2022, p. 104

⁵ Les lycées professionnels secteurs industriel : 6 et secteur tertiaire : 4 consulté dans *Statistique scolaire de poche*, UNICEF-UNESCO 2022 du MINISTÈRE de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation (MENA), Direction des Stratégies de la Planification et des Statistique (DSPS).

⁶ https://www.men-dpes.org/static/docs/pro/liste_des_etablissements_professionnel.pdf, consulté en septembre 2023

La recommandation selon laquelle il conviendrait de réorienter les flux d'étudiants vers des disciplines professionnelles, adaptées aux besoins des entreprises, est plus facile à énoncer qu'à mettre en œuvre de façon pertinente. » L'orientation des étudiants et plus généralement des élèves dans une perspective utilitariste relève de la mission impossible, et pas seulement en Afrique : l'exemple français suffit pour s'en convaincre. (Pourtier, 2010, p. 8)

Cet auteur militant de la formation en l'enseignement général semble ne pas être imprégné des réalités de débouchés et d'employabilité des diplômés de la zone francophone de l'Afrique occidentale. Faire une comparaison de situation des pays de l'Afrique francophone à la France, c'est méconnaître les enjeux réels de l'éducation-formation par rapport aux développements socioculturels, démographiques, économiques. Les systèmes éducatifs endogènes axés sur l'exploitation et le développement des ressources locales ont très bien marché dans des pays de l'Asie et certains pays de l'Afrique anglophone en occurrence le Nigéria et le Ghana. Et cela n'est plus à démontrer car bien connu de tous. En se référant à la plupart des pays asiatiques comme la Corée, l'Inde, la Chine, par exemple qui très vite ont compris l'importance d'une éducation endogène, ont plus valorisé l'enseignement technique, technologique et professionnel dans leur système éducatif. Cette éducation endogène ne serait-ce pas celle défendue par John Dewey dans sa théorie d'éduquer par expérience ?

Dewey estime que la connaissance émerge de notre relation au monde extérieur. L'expérience est donc le maître-mot. La connaissance n'est pas un accès direct à des vérités immuables. Elle est d'abord la solution à un problème, une solution que l'on ne construit pas à pas, avec méthode, à travers une enquête. Et c'est bien ce processus que l'école doit permettre aux enfants d'acquérir. C'est par l'action que l'élève apprend et non en

absorbant passivement des vérités toutes faites. (*Revue internationale d'éducation de Sevres*, 2017, p.28)

Dewey est pour une éducation endogène, une éducation qui se construit en rapport avec le monde extérieur.

Conclusion

Les systèmes éducatifs en Afrique occidentale française sont restés longtemps dans les lègues du système éducatif colonial. Ce système s'est bâti à partir de l'éducation exogène. Ce fait a eu pour conséquence une inadéquation des systèmes éducatifs par rapport aux réalités du terrain de chaque pays concerné. Au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Togo, etc., l'enseignement professionnel et technique est supplanté par l'enseignement général qui, quelques fois, présente des programmes éducatifs en inadéquation avec les enjeux et les réalités socioculturelles, économiques et démographiques du continent. Les programmes éducatifs de formation n'aboutissent pas nécessairement sur l'auto-emploi, l'entrepreneuriat, l'employabilité et des débouchés. Il s'en suit que les diplômés ont du mal à s'auto employer ou à tirer un bon profil de toutes ces années passées à étudier. (Darankoum, 2014).

Il y a donc lieu de repenser ou de révolutionner les systèmes éducatifs en développant l'adéquation entre la formation éducative et les débouchés ou l'employabilité. Cette adéquation entre système éducatif et débouché ou employabilité est proche de la théorie de J. Dewey (2017) qui préconise la continuité entre la société et l'éducation. En réalité, l'éducation doit être un processus de partage d'expérience et non un dressage de l'individu. L'éducation traditionnelle doit être remise en question.

Par voie de conséquence, les systèmes éducatifs en Afrique occidentale française doivent se bâtir à partir des expériences factuelles, des réalités et des enjeux en intégrant largement les

formations techniques et technologiques, les formations professionnalisantes. Au regard des enjeux en cours, il convient, en priorité, de transformer des systèmes éducatifs légués en systèmes éducatifs endogènes qui favorisent le développement des écoles ou institutions universitaires en l'ingénierie. Par cette révolution, les diplômés ne devraient plus attendre de réussir à un concours ou à un recrutement après leur formation. Ils devraient créer de l'emploi et développer les secteurs pourvoyeurs d'emploi identifiés. Ainsi, la révolution des systèmes éducatifs réduira le taux de chômage, de sous-emploi et de sans emploi.

Bibliographie

AMENOUDJI A. A. & WONYRA K. O. (2023). Déterminants de l'employabilité des jeunes diplômés au Togo. *African Scientific Journal*, Volume 03, Numéro 17, p. 132 – 151. <https://www.togofirst.com/fr/gestion-publique/1309-12520-depuis-lome-l-uemoa-recherche-des-pistes-d-amelioration-de-l-acces-des-jeunes-a-l-emploi> consulté en mai 2024

BACHELARD G. (1996). *Formation de l'esprit scientifique : contribution à une psychanalyse du feu*, Paris, Gallimard, 266 p.

DARANKOUM L. Ch. (2014). Emploi des jeunes au Burkina Faso : état des lieux et perspectives Rapport-Pays : Formation, insertion et emploi des jeunes en Afrique. *Conférence des Ministres 2014 du PQIP/DCTP*. <https://lefaso.net/spip.php?article121860>, consulté en mai 2024

DEWEY J. (2017). Éduquer par l'expérience, *Les Grands Dossiers des Sciences Humaines* N° 45, revue internationale d'éducation de sèvres, 126 p

DIOP Ch. Anta. (1974), *Les fondements économiques et culturels d'un État fédéral d'Afrique noire*, Paris, présence africaine, édition revue et corrigée, 105 P

FRATERNITÉ Matin. (2021). Abidjan, N° 215481, en ligne :
<https://www.fratmat.info/article/215481/societe/education/emploi/oyabilite-des-jeunes-diplomes-lagence-universitaire-de-la-francophonie-inaugure-un-centre-a-abidjan>

KHUN Th. (2008). *Structure des révolutions scientifiques*, Traduction de Laure Meyer, 4^{ème} édition, Paris, Flammarion. (Œuvre originale publiée en 1962), 284 P

KONAN Y. A. (2019) « *Les révolutions scientifiques : entre Gaston Bachelard et Thomas Kuhn quelle version valide l'actualité des sciences ?* » thèse de doctorat unique (non publiée), Département de philosophie, Université Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan, 309 p.

MINISTÈRE de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation (MENA), (2022), Direction des Stratégies de la Planification et des Statistique (DSPS), *Statistique scolaire de poche*, UNICEF-UNESCO. https://www.men-dpes.org/static/docs/pro/liste_des_etablissements_professionne_l.pdf consulté en mai 2024

NJIFEN, I. (2015). Caractéristiques et déterminants du chômage des jeunes au Cameroun : Le rôle prépondérant du diplôme et du sexe. *African Development Review*, 27(4), p. 443-455

OUATTARA Is. (2023). De l'employabilité à la qualité de l'insertion professionnelle des diplômés de l'enseignement supérieur au Burkina Faso. *Edition-efua.acaref*, p.p. 214 – 245; <https://edition-efua.acaref.net/wp-content/uploads/sites/6/2023/07/OUATTARA-Issa.pdf>

POURTIER R. (2010). L'éducation, enjeu majeur de l'Afrique postindépendances, Cinquante ans d'enseignement en Afrique : un bilan en demi-teinte, *Revue d'Afrique contemporaine*, Cairn.info pour De Boeck Supérieur n° 235, p. 101- 114. <https://www.cairn.info/revue-afrique-contemporaine-2010-3-page-101.htm>, consulté en mai 2024

KI-ZERBO J. (2010). *Éducation et développement en Afrique*. Cinquante ans de réflexion et d'action. Ouagadougou : Fondation pour l'Histoire et le Développement endogène de l'Afrique, 126 p.

KI-ZERBO J. (1990). *Éduquer ou Périr*, UNICEF-UNESCO, Paris, Harmattan. 123 p.

YAMEOGO, I. (2021). De l'éthique de l'éducation en Afrique : sur les traces de Joseph KI-ZERBO., *Éthique en éducation et en formation* » *Dossiers du GREE*, N°10, 2021 ISSN 2561-1488 (numérique),

<https://doi.org/10.7202/1076822ar>

<https://apprendre.auf.org/evaluation-des-systemes-educatifs-de-14-pays-que-revele-le-rapport-de-la-confemen/> consulté en mai 2024

<https://www.francophonie.org/education-et-formation-11>, consulté en mai 2024

https://www.gouv.ci/_actualite-article.php?recordID=5159, consulté en mai 2024